



Section départementale de Seine-Saint-Denis
SNFOLC 93 – Union locale FO
Bourse du travail, 24 rue de Paris, 93100 Montreuil
Tél. / fax : 01.55.86.24.47 ou 06.63.14.12.45
Mail : snfolc93@gmail.com

Montreuil, le 30 mai 2017

Élèves Allophones : Forte mobilisation le 18 mai contre la liquidation des classes spécialisées !

Judi 18 mai, 200 professeurs venus d'une vingtaine d'établissements du département ont manifesté devant la DSDEN, répondant à l'appel à la grève intersyndical Snes-FSU, FNEC FP-FO, Sud Education et CGT Educ'action pour le maintien des classes d'accueil pour les élèves allophones (cf. revendications au verso).

A la délégation porteuse de 1400 signatures déjà recueillies sur la pétition intersyndicale, la Direction académique (en la personne de M. Noé) a confirmé :

1) que les dispositifs qui sont à 26h cette année resteraient bien à 26h l'année prochaine, mais sans garantie pour les années suivantes ;

2) que les dispositifs à 20h resteront eux à 20h. La Direction académique a réaffirmé son objectif : « faire vivre » la circulaire du 2 octobre 2012 pour une inclusion la plus rapide possible.

C'est cette circulaire qui a transformé les CLA, véritables classes d'accueil, en unités d'inclusion forcée appelées UPE2A. Les collègues réunis lors de l'Assemblée générale qui a suivi le rassemblement en ont détaillé les conséquences désastreuses : élèves inclus de force dans les classes « banales » alors qu'ils n'ont pas le niveau, classes « banales » surchargées, les élèves d'UPE2A n'étant pas comptés dans les effectifs...

Ainsi donc, sous prétexte d'une « école inclusive » (concept central dans la loi d'orientation Peillon de 2013, dite de refondation de l'École) se poursuit l'entreprise de démolition des classes et structures adaptées également à l'œuvre avec les ULIS et demain avec les SEGPA.

A cela s'ajoute le manque de classes CLA pour accueillir les élèves allophones. Certains élèves attendent une place pendant des mois, voire parfois plus d'un an.

Le SNFOLC 93 fait sienne la conclusion du communiqué de sa fédération nationale du 10 mai : « *La FNEC FP-FO, sur ses mandats en défense des personnels, réaffirme son opposition aux conséquences de la loi Montchamp et à l'inclusion scolaire érigée en principe dans la loi de refondation de l'école. La FNEC FP-FO demande au nouveau gouvernement de se saisir du dossier sans a priori, sur la base d'un état des lieux et de prendre les décisions indispensables.* »

**C'est pourquoi il est partie prenante des initiatives des professeurs
pour faire reculer la Direction académique sur ses projets
de remise en cause de classes spécialisées pour les élèves allophones.**

**Il appelle les collègues dans les établissements
à dresser leurs cahiers de revendications précis
et à préparer la grève du 13 juin.**